

Préface

La première version de ce texte a été rédigée en février 2018. Cette version a été initialement distribuée sous forme de pamphlet politique à des collègues chercheurs et enseignants à Oxford, puis a été soumise, sous forme de texte académique, à la Ruskin School of Art. Bien que mes recherches aient été ciblées à l'époque sur les arts visuels, je me suis senti obligé d'aborder une question politique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'espace académique formel, car je ne pouvais m'empêcher de m'exprimer sur un développement inquiétant dans le paysage sociopolitique brésilien. Même si ce développement au Brésil a eu ses spécificités, ces particularités ont résonné dans divers autres paysages à travers le continent, faisant ressentir à beaucoup d'entre nous, les Sud-Américains, que – tout en l'abordant sous différents angles –, nous étions confrontés à une menace commune : nous assistions au retour de l'autoritarisme. Les gouvernements autoritaires du continent ont accédé au pouvoir à de nombreuses occasions et, à l'époque au Brésil, leur réémergence s'est matérialisée après des années de prospérité démocratique ; une prospérité qui a effectivement été expérimentée dans une grande partie de l'Amérique du Sud au début du XXI^e siècle. La crise de la démocratie au Brésil à la fin des années 2010 a commencé à se matérialiser avec le coup d'État silencieux qui a chassé Dilma Rousseff du pouvoir en 2016 et a finalement été incarnée par la persécution politique de son prédécesseur – l'ancien président de

l'époque qui exerce actuellement son troisième mandat – Luiz Inácio Lula da Silva. Pendant la courte présidence de Michel Temer (2016-2018), cette crise sociopolitique dans la plus grande nation de la région a présenté des profondes connexions avec celles qui se déroulaient alors dans les pays voisins. Après des années de progrès dans le développement de la souveraineté tant au niveau individuel que national – un processus qui a été constamment avancé par la génération d'administrations sud-américaines progressistes du début du XXI^e siècle et leurs mouvements respectifs – les citoyens allaient voir resurgir une série de gouvernements avec de forts traits autocratiques à travers le continent. Ces forces oppressives assombriront des horizons par leur mépris manifeste de l'État de droit et de la dignité humaine. Les diverses formes sous lesquelles cet autoritarisme s'est manifesté dans les différents scénarios de la région étaient, à bien des égards, des nouveautés, mais ces formes politiques s'inscrivaient dans la continuité de lignées, de systèmes et de processus de longue date qui ont opprimé les Sud-Américains pendant des siècles. Ces administrations ont mis en avant des modèles sociaux fondés sur l'intérêt personnel et sur la notion de méritocratie, et ont mis en œuvre des politiques prédatrices qui ont entraîné la persécution politique, la violence d'État, la destruction du tissu social, l'érosion des droits individuels et la faim. Ce sont des conditions sociales difficiles à vivre pour toute personne, mais encore plus pour ceux qui, contrairement à certains d'entre nous, n'ont pas le privilège d'avoir le temps d'écrire, car ils travaillent le ventre vide. Ces conditions constituaient une épreuve supplémentaire que devaient endurer ceux qui vivent dans l'*instant présent* car leur subsistance, et celle de leurs proches, dépende de leur labeur. Ainsi, nombre d'entre nous, indépendamment des conditions dans lesquelles nous vivons, ont cherché à comprendre, expliquer et contrebalancer de manière coopérative les forces à l'origine de la misère qui absorbait les espoirs de tant de personnes dans notre coin du monde et qui menaçait les générations futures.

Introduction

[I]l suffit qu'on interdise aux hommes l'accès au plus-être pour que la situation objective dans laquelle une telle interdiction s'applique soit en fait une situation de violence. Violence incontestable (peu importe que bien souvent elle soit adoucie par la fausse générosité [...]), parce qu'elle blesse la vocation ontologique et historique des hommes au plus-être. C'est pourquoi, lorsque la situation d'oppression s'établit, la violence s'instaure [...].¹

Paulo Freire, 1968

L'année 2018 marque le cinquantième anniversaire de la première publication de la *Pédagogie des opprimés* par le théoricien brésilien de l'éducation Paulo Freire (1921-1997). À la lumière des récents événements sociaux et politiques survenus dans le pays natal de Freire, il semble opportun de revenir sur certains des concepts développés dans son œuvre la plus influente afin de réfléchir à la nature des pouvoirs oppressifs, tant sur ce territoire que sur d'autres. Ce texte cherche à articuler des notions introduites par la théorie critique, basée sur l'idée que la compréhension de l'interaction sociale comme une expérience éducative communautaire, collective et tout au long de la vie peut – à travers une réflexion sur la manière dont nous observons et partageons des récits – être utile à ceux qui luttent pour la justice sociale. Les puissances oppressives apprennent et bénéficient des expériences de leurs prédécesseurs, et

il devrait en être de même pour ceux qui entendent contrebalancer leur existence en recherchant des modèles fondés sur une interdépendance responsable. La pertinence de la lecture d'un des ouvrages fondamentaux de la pédagogie critique, à une époque où l'inégalité sociale augmente au Brésil² et dans d'autres territoires,³ réside dans la nécessité d'étendre notre capacité à développer des modèles sociaux d'identité, d'inclusion et d'égalité. De tels modèles pourraient renforcer notre agence politique face à la tyrannie du profit matériel illimité, sa mercantilisation des relations humaines et l'institutionnalisation des hiérarchies qui en résultent. J'écris avec la conviction qu'une partie peut nous dire le tout et que, par conséquent, les situations que nous identifions dans un territoire peuvent représenter des connaissances significatives dans d'autres.

Première partie

Lula, Freire et les marées de l'histoire

Origines, contextes et ramifications du défi socio-politique au Brésil

Le 10 février 2018, l'un des plus grands partis politiques représentant le socialisme démocratique en Amérique du Sud, le *Partido dos Trabalhadores* brésilien – *PT* (por : *Parti des travailleurs*) auquel Paulo Freire était affilié, célèbre son trente-huitième anniversaire. Pendant ce temps, le cofondateur et membre le plus éminent du parti,⁴ l'ancien président du Brésil Luiz Inácio Lula da Silva (plus connu sous le nom de Lula), fait face à une campagne judiciaire et médiatique fondée sur des accusations controversées.⁵ Cette campagne, qui a un impact au Brésil et à l'étranger, est soutenue par des membres des branches exécutive et législative du gouvernement, ainsi que par plusieurs alliances locales et étrangères.

Les administrations successives du *PT* dirigées par Lula (2003-2007/2007-2011) et son successeur Dilma Rousseff (2011-2015/2015-2016) ont produit des changements structurels positifs dans une société qui a historiquement comporté, à sa base, une hiérarchie raciale qui place les noirs et les indigènes au bas de l'échelle.⁶ Les politiques mises en œuvre au Brésil entre 2003 et 2016 ont permis de réduire considérablement la pauvreté,⁷ d'accroître l'inclusion⁸ et l'égalité,⁹ et de développer le profil du pays en tant qu'acteur important sur la scène mondiale.¹⁰ Mais

depuis le coup d'État silencieux qui a chassé Rousseff du pouvoir en 2016, ces changements ont été rapidement démantelés et renversés, provoquant une augmentation immédiate du nombre de personnes tombant dans la pauvreté,¹¹ du nombre de sans-abri généralisé et de la faim.¹²

Comme point d'entrée à l'environnement sociopolitique dans lequel les politiques du *PT* ont été appliquées puis ignorées, et afin de comprendre pourquoi le Brésil se trouve dans une situation aussi complexe, nous devons commencer par considérer les facteurs suivants : Premièrement, le Brésil a la plus grande population noire du monde après le Nigeria – les deux pays sont liés par l'héritage du peuple Yoruba. Deuxièmement, la plupart des habitants noirs du Brésil descendent des presque cinq millions d'esclaves qui ont été amenés d'Afrique entre le XVI^e et le XIX^e siècle, à l'époque de la traite atlantique des esclaves, ce chiffre représentant près de la moitié du nombre total de personnes victimes de la traite vers les Amériques^A et plus que tout autre pays de ces continents.¹³ Troisièmement, le Brésil a été la dernière nation américaine à abolir l'esclavage – un événement qui a eu lieu en 1888. Nous n'abordons pas ces faits comme s'ils étaient les seules causes profondes des polarités brésiliennes, mais plutôt comme des facteurs qui nous aident à identifier une crise humaine d'une telle ampleur que ses ramifications se font sentir encore aujourd'hui, et autour desquels nous pouvons organiser nos pensées alors que nous analysons cette société remarquablement inégale.¹⁴ Tout au long de cette analyse, nos pensées se développeront comme des formations de nuages, c'est-à-dire se déplaçant simultanément dans des directions multiples – et changeantes –, à différents niveaux et à un rythme qui est, pour la plupart, irrégulier.

A Il convient de noter qu'il existe différents modèles de division de la carte du monde en continents. Par exemple, en Amérique latine et dans certaines parties de l'Europe, on nous enseigne normalement que l'Amérique est un seul continent, qui se subdivise en Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud. Cependant, tout au long de ce texte, nous ferons généralement référence à ce territoire comme étant divisé en deux continents, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud, comme il est d'usage dans les pays anglophones.

Les premiers Africains réduits en esclavage qui ont été amenés au Brésil étaient destinés à être utilisés pour l'extraction de ressources naturelles. Cette initiative a été prise pour renforcer la main-d'œuvre décroissante fournie jusque-là par la population indigène, qui avait été assujettie et exploitée après l'arrivée des premiers colonisateurs portugais au début du XVI^e siècle. Bien sûr, l'esclavage institutionnalisé existait déjà et avait été, dans certains cas, extensif dans les continents américains, africain et européen. Au cours de la période initiale de colonisation européenne en Amérique du Sud, les Portugais se sont rendu compte que la main-d'œuvre indigène n'était pas suffisante pour soutenir efficacement le système d'exploration, de colonisation, d'esclavage et de commerce du Royaume pour lequel, en contrepartie des étrangers asservis, une classe marchande portugaise puissante était fondamentale. Ainsi, les autorités portugaises ont expédié de force des millions de personnes à travers l'océan Atlantique vers le Brésil pour alimenter ce système. Plus de la moitié de ces prisonniers ont péri au cours de leur traversée, tandis que ceux qui ont survécu au voyage ont été confrontés à une cruauté extrême en débarquant sur une terre qui leur était inconnue. Leur regard et leur expérience de l'emprisonnement ont aujourd'hui encore des répercussions, car leurs enfants continuent de porter les stigmates d'être considérés comme des citoyens de seconde zone. Lorsqu'en 1988, la nation brésilienne tout entière a commémoré le centenaire de l'abolition de l'esclavage, certains se sont interrogés sur la signification d'une telle célébration, étant donné les conditions dans lesquelles vivaient encore de nombreux descendants de ces premiers Afro-Brésiliens. Aujourd'hui, environ la moitié de la population brésilienne se considère comme noire ou métisse et, sans surprise, ce groupe représente les deux tiers des personnes en situation de pauvreté.¹⁵ Selon Joaquim Barbosa, premier membre afro-brésilien (2003-2014) du *Supremo Tribunal Federal* (por : Cour suprême fédérale)^B, nommé par Lula : Le racisme au Brésil est bien caché, subtil et tacite, sous-estimé par les médias. Il est néanmoins extrêmement violent (Barbosa, 2012).¹⁶

B La *Cour suprême fédérale* est la cour suprême du Brésil.

Lula, autrefois ouvrier métallurgiste et syndicaliste, est actuellement l'homme politique le plus populaire du Brésil,¹⁷ ce qui est certainement significatif dans une société qui a une histoire dépourvue de représentation politique des classes inférieures. Lula, une fois de plus, a l'intention de se présenter aux prochaines élections présidentielles d'octobre 2018.¹⁸ Sa candidature s'inscrit dans le contexte de la lutte du pays contre les difficultés économiques qui ont commencé à se manifester sous le gouvernement de Rouseff, et qui n'ont pas été résolues avec succès à l'époque. Après le coup d'État silencieux qui a chassé Rouseff du pouvoir et pendant moins de deux ans de présidence sans mandat de Michel Temer, la situation économique s'est aggravée, tout comme de nombreux autres aspects de la vie des Brésiliens. Dans l'état de confusion générale provoqué par les graves accusations portées contre l'ancienne présidente, et alors que les Brésiliens se débattent avec les incertitudes quant à l'impact de ces accusations sur leur avenir immédiat, certaines réflexions viennent à l'esprit de beaucoup d'entre nous, qui, sans être spécialisés en politique, font simplement appel à leur mémoire. Pour la plupart de ceux qui ont vu des situations similaires se développer dans le passé, il semble que l'objectif visé par la persécution de Lula soit non seulement d'empêcher l'ancien président d'avoir la chance de ramener sa patrie à une période de prospérité lors d'un troisième mandat, mais aussi d'étouffer les progrès réalisés par les Brésiliens entre 2003 et 2016, tant sur le plan national qu'international.

La campagne judiciaire dirigée contre un leader qui représente^C les masses a produit des réactions variées au sein du peuple brésilien. En particulier, la réponse des habitants de la plus grande *favela* (por : *bidonville*) du pays, la *Rocinha* de Rio de Janeiro, construite sur une colline abrupte, a été remarquée. Ces *invisibles*, dont le quotidien se déroule normalement à la périphérie du pouvoir institutionnalisé, ont délivré un message à la Cour suprême fédérale à l'entrée de leur quartier, le 12 février 2018, en déclarant, sur une

C En d'autres termes, nous comprenons que la politique fait référence à quelque chose qui va au-delà de la simple représentation des intérêts des gens, tout en reconnaissant l'importance de cet aspect.

banderole d'apparence plutôt sobre : « *STF Se prender Lula o morro vai descer* »¹⁹ (por : *CSF Si vous emprisonnez Lula, la colline va descendre*).

Bien qu'il n'y ait pas de commun accord à ce sujet, il est généralement admis que la première *favela* a été construite à Rio en 1897 par des vétérans de la guerre qui se sont retrouvés sans endroit où vivre. Lors de leur retour victorieux de la guerre contre la communauté de compatriotes installés dans le village de Canudos dans le *Nordeste* (por : nord-est) – qui fut l'un des conflits internes les plus sanglants de l'histoire du pays – les troupes ont compris que la promesse du gouvernement de fournir des terres et des logements dans la capitale de l'époque ne serait pas tenue. Frustrées, les troupes ont pris le contrôle de la colline appelée *Morro da Providência*.²⁰ En effet, il semble qu'une grande partie de l'*éthos* martial de ces premiers habitants persiste. Quatre jours après que la bannière s'adressant à la Cour suprême fédérale ait été hissée à l'entrée de la *Rocinha*, le président Michel Temer – qui a mis en œuvre un programme d'austérité qui a eu un impact considérable sur les personnes les plus vulnérables, et dont la popularité actuelle est de 2%²¹ – a décidé de militariser la ville.²² Cette militarisation de Rio a produit des scènes qui semblaient appartenir au passé – comme celles où des soldats fouillent des enfants de l'école primaire²³ – et qui se reconstituent aujourd'hui dans des portraits de la criminalisation de la pauvreté. Ces cas de conflits sociaux et d'abus de pouvoir coexistent avec un autre problème endémique au Brésil, c'est-à-dire avec celui qui a conduit à la création des premiers bidonvilles. Ce problème de longue date concerne le nombre important de personnes en situation de sans-abrisme dans tout le pays. Le Brésil est le plus grand État d'Amérique latine et des Caraïbes, tant par sa superficie (plus grande que le territoire des États-Unis contigus) que par sa population. Au sein de cette nation existe une population dépossédée en plein essor qui est recouverte chaque nuit par une mer de cartons, de sacs en plastique et de couvertures, et repoussée en marge du paysage sociopolitique.

C'était dans ces circonstances défavorables, dans lesquelles on pourrait s'attendre à ce que l'autorité soit exercée de manière

responsable, que le 3 avril 2018, un groupe de généraux brésiliens a menacé d'intervenir militairement si Lula n'était pas emprisonné – une menace qui n'a fait qu'ajouter à la tension sociale existante. C'est le général Hamilton Mourão, membre de ce groupe de généraux, qui a communiqué à la presse la possibilité d'une action de l'armée si le Tribunal fédéral suprême ne s'engageait pas à lutter contre la corruption et l'impunité.²⁴ Le général Mourão a affirmé : [S]i le CSF ne remplit pas sa responsabilité, nous prendrons la voie du chaos, et seules les Forces armées peuvent empêcher cette situation (Mourão, 2018).²⁵ Bien que nous sachions déjà à qui appartenait le message inscrit sur cette bannière à l'entrée de la *Rocinha*, puisque ses habitants se sont approprié ces mots, il est important de comprendre quel récit ces généraux promeuvent lorsqu'ils menacent la démocratie brésilienne. Après tout, ils sont membres des mêmes forces armées qui, il n'y a pas si longtemps, ont instauré une dictature au Brésil.

Deux jours après les déclarations de Mourão, un groupe de parlementaires britanniques – dont les députés travaillistes Dennis Skinner et Chris Williamson –, des professeurs universitaires et d'autres encore, ont soutenu dans une lettre ouverte que Lula devrait être autorisé à se présenter aux élections présidentielles afin que les Brésiliens puissent décider de leur propre avenir.²⁶ Ces députés, qui ont vu dans la persécution politique de Lula une raison de s'exprimer, prouvent que l'esprit d'internationalisme est vivant au sein du parti travailliste et au Royaume-Uni. Skinner et Williamson sont capables de reconnaître un allié potentiel là où d'autres voient une menace, et ils ne s'engagent donc pas dans la dynamique simpliste et coûteuse largement répandue dans laquelle les malentendus conduisent nécessairement à l'escalade. Les deux députés ont constamment démontré leur capacité à comprendre les complexités des contextes sociopolitiques spécifiques – éloignés –, ainsi que leur capacité à apprécier les qualités de leurs homologues étrangers, à gérer les différences et à parvenir à un accord de fond. Tous ces attributs sont nécessaires à une classe politique qui devrait avoir pour objectif de rendre nos territoires conceptuels et sociaux vastes, riches et dignes d'être explorés au lieu d'être réduits, obscurs et dangereux. Toutes ces voix britanniques, qui se sont unies par

une lettre ouverte, avaient raison : les Brésiliens ont certainement le droit de décider des questions qui les concernent.

Alors, quelles sont les forces en jeu parmi et autour des Brésiliens qui influencent les choix qu'ils font ? Quels acteurs pourraient être intéressés par ce qui est *a priori* une question brésilienne ? Et, sous quelles formes ces acteurs opèrent-ils ? L'opération anti-corruption appelée *Lava Jato* (por : *Car Wash*), qui a débuté en 2014 dans une station de lavage de voitures de la capitale Brasília et a été menée par le juge Sergio Moro et son équipe de procureurs, est considérée comme la plus grande enquête sur la corruption de l'histoire du Brésil. *L'opération Lava Jato* se concentre sur la personne de Lula, mais a également touché de nombreux autres dirigeants politiques et hommes d'affaires au Brésil et dans la région, ainsi que le fonctionnement de certaines des plus grandes entreprises brésiliennes, comme le géant pétrolier public Petrobras, et le bien-être de l'économie du pays dans son ensemble. Il va sans dire que *L'opération Car Wash* a été une force déstabilisante majeure affectant la nation sud-américaine, lui causant de profonds dommages. Pour cette raison, une question fondamentale se pose à ce stade : quelle est la nature de la relation entre les autorités brésiliennes qui dirigent cette enquête criminelle et les individus et institutions des États-Unis d'Amérique qui, bien qu'officieusement, y ont été profondément impliqués depuis le début ? Nous devons observer les processus qui se développent sur le territoire du Brésil dans leur contexte.

Dans *Lawfare : Law as a Weapon of War* (2016), Orde F. Kittrie explique comment :

En reconnaissance de l'utilité croissante du droit en tant qu'arme de guerre, Dunlap [Maj. Gen. Charles J. Dunlap, Jr., (ret.)], alors colonel dans l'*U.S. Air Force Judge Advocate General's Corps*, a introduit en novembre 2001 le terme « lawfare » dans la littérature traditionnelle du droit et des relations internationales. Il a finalement défini le terme « lawfare » comme la stratégie consistant à « utiliser – ou abuser – du droit en remplacement des moyens militaires traditionnels pour atteindre un objectif opérationnel » (Kittrie, 2016).²⁷

Cependant, le concept de droit comme arme de guerre est évidemment antérieur à Dunlap. Kittrie souligne que nous pouvons trouver un précédent immédiat dans la République populaire de Chine contemporaine et les conseils de l'ancien président (1993-1998/1998-2003) Jiang Zemin lorsqu'il déclarait en 1996 que la Chine : doit être capable d'utiliser le droit international comme une arme (Kittrie, 2016).²⁸ C'est Jiang qui a supervisé le transfert de la souveraineté de Hong Kong du Royaume-Uni à la Chine (1997) et de Macao du Portugal à la Chine (1999) dans ce que certains considèrent comme la fin officielle des deux empires européens. Kittrie souligne également que nous pouvons retracer le concept du droit comme arme de guerre jusque dans les Provinces-Unies (officiellement la république des Sept Provinces-Unies des Pays-Bas) du début du XVII^e siècle lorsque, – pendant que les puissances européennes se disputaient les routes commerciales –, Hugo de Groot, le « père du droit international », a été engagé par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales pour monter un dossier contre l'Empire portugais, qui souhaitait utiliser sa marine pour empêcher les Néerlandais d'accéder à l'océan Indien.²⁹ Depuis 2001, de nombreux observateurs ont attiré l'attention sur le fait que la pratique du *lawfare* implique l'abus des systèmes judiciaires lorsqu'on tente de frapper des adversaires comme moyen de modifier des scénarios politiques et géopolitiques.

Ce dont nous sommes témoins au Brésil et dans d'autres régions d'Amérique du Sud, c'est de l'utilisation de la *lawfare* combinée à des campagnes médiatiques massives qui exercent une grande influence sur les subjectivités individuelles et collectives au quotidien. En fin de compte, s'il est prouvé, à terme, que le dossier contre un adversaire politique manquait de substance, il est d'une importance secondaire une fois que la réputation de la cible a été endommagée, que sa chance de détenir un pouvoir politique important est perdue et que l'objectif principal, à savoir l'empêcher de prendre des décisions stratégiques, a été atteint. L'un des résultats de ces campagnes – qui visent à élargir les fractures internes au sein d'une société spécifique, à semer la discorde et à tirer profit de la diminution de la force de cette société – est la création d'un climat général dans lequel les citoyens se sentent inévitablement incapables de canaliser leurs demandes. Comme cette situation

persiste, les membres d'une même entité sociale perdent espoir dans la politique en tant qu'instrument de transformation des conditions sociales, développent une colère envers leur propre classe politique, désormais discréditée, et deviennent incapables de faire l'expérience de la réalisation à travers leurs communautés. La centralité de la politique, en tant que pratique qui régule les relations sociales et à travers laquelle se forment les identités mêmes qui participent à ces relations, est alors perdue au profit de forces moins responsables, telles que celles de la logique du bénéfice matériel à tout prix. Une nation qui connaît de telles conditions verra l'agence politique de ses habitants diminuer, car ils se retrouvent à la dérive dans des eaux troubles. La manipulation de masse de ce type devrait être considérée de près par tous les membres de la société et plus encore par ceux qui se trouvent à une certaine distance des processus décisionnels officiels, car ce qui représente un argument théorique pour certains peut signifier un estomac vide et brûlant pour d'autres.

Partout dans le monde, les élites économiques protègent nécessairement leurs intérêts en recherchant des positions dominantes qui peuvent leur assurer l'accès à des ressources qui ont une valeur stratégique. Cependant, certains individus au sein de ces groupes poursuivent leurs objectifs par le biais de versions révisées des systèmes coloniaux qui, sans s'étendre nominalement en territoire, utilisent systématiquement la tromperie, la violence et le mépris des conséquences de leurs actions. En agissant ainsi, ces individus négligent leur responsabilité envers ceux qui sont moins prospères et qui pourtant les soutiennent en tant qu'acteurs sociaux de premier plan. Comme l'a observé le grand homme d'État suédois Olof Palme lors de sa visite en Tanzanie en 1971 :

La libération nationale ne conduit pas automatiquement à une véritable indépendance nationale. Nous voyons des exemples d'anciennes colonies qui ont été liées à nouveau aux puissances métropolitaines par des mesures de politique commerciale et autres. Il s'agissait d'une indépendance de drapeau plutôt que d'une indépendance nationale. La libération nationale doit être renforcée par la libération économique et la lutte contre la pauvreté. La coopération est nécessaire à cette fin (Palme, 1971).³⁰

En tant que système de croyances qui coagule les intérêts de quelques-uns, le modèle néolibéral omniprésent affaiblit les facultés de l'État en permettant aux organisations économiques et politiques transnationales – qui sont principalement basées dans les grandes puissances et sont détenues et contrôlées par celles-ci – d'opérer sans la structure démocratique des freins et contrepoids. Ces organisations ne rencontrent que peu ou pas de contraintes dans leurs efforts pour garantir que les ressources naturelles et humaines disponibles sur des territoires spécifiques restent à la disposition des acteurs les plus puissants, que ces acteurs aient ou non des revendications légitimes à leur égard. Dans le contexte de cette dynamique, les institutions politiques de nations entières sont minées, tandis que leurs habitants sont attirés par des rêves perfides de réussite individuelle. Ces pratiques prédatrices favorisent la concentration de la richesse dans les échelons supérieurs de la société tout en créant des paysages d'extrême précarité en dessous d'eux. Dans les échelons inférieurs de la société, toute initiative visant à améliorer les conditions sociales dominantes est confrontée à des chances de succès décourageantes.

Alors, quels changements positifs les Brésiliens peuvent-ils attendre d'un système néolibéral qui exacerbe l'extrême inégalité présente dans leur société ? Les Brésiliens ont déjà fait l'expérience d'une existence suivant la logique néolibérale au cours des dernières décennies : à la fois en tant que dictature de droite conservatrice des années 1960 aux années 1980 et en tant que mouvement démocratique qui a su conquérir la subjectivité des électeurs dans les années 1990. Tout au long de l'histoire récente du Brésil, les politiques qui découlent de la vision néolibérale de la vie ont eu un effet néfaste sur la population en général. Cependant, cette logique resurgit actuellement sur tout le continent et, dans le cas du Brésil, trouve un hôte utile dans certains membres du Congrès national. Ces membres du Congrès national du Brésil – dont certains ont un passé dans les forces armées – testent la tolérance de leurs compatriotes tout en encourageant les sympathisants par des manifestations de bigoterie, de violence et de populisme de droite (populisme tel qu'entendu dans le contexte européen). Ces parlementaires qui, avec leurs homologues argentins, sont à l'avant-garde d'une

vague croissante de politiques autoritaires dans la région – et qui opèrent alternativement dans les limites de la démocratie et au-delà – se présentent actuellement, comme cela s’est produit à de nombreuses reprises au cours de l’histoire du Brésil, comme la principale alternative aux expressions autochtones du socialisme démocratique. Cette vague de politiques autoritaires au Brésil a ses spécificités et ses particularités, mais, à l’instar d’autres expressions contemporaines de l’autoritarisme en Amérique du Sud, elle est étroitement associée au mode de vie néolibéral mondial qui, comme cela a été souligné à de nombreuses reprises, est prédateur pour l’environnement, la vie sociale et les individus.

Alors, quels éléments pouvons-nous trouver dans le contexte brésilien, en tant que locaux ou habitants d’autres parties du monde, auxquels nous pourrions nous identifier et qui pourraient nous aider à affiner notre compréhension de nos conditions sociopolitiques actuelles ? En ce moment de grande volatilité politique au Brésil – un moment encadré par son propre paysage postcolonial – on ignore si les élites locales se comporteront comme des extensions de pouvoirs supérieurs lointains ou si elles tenteront d’écrire leur propre histoire. Dans ces circonstances, la population générale peut mettre en œuvre des pratiques sociales qui renforcent leur agence politique, par exemple, en délivrant des messages forts qui concernent le bien public ciblant le quartier et *plus ultra*. Les citoyens peuvent s’appliquer à renforcer leurs voix, non pas simplement comme une stratégie défensive, ce qui signifierait une bataille déjà perdue, mais dans un effort pour atteindre des situations d’interdépendance responsable par opposition à celles d’hégémonie. Compte tenu du paysage socio-politique actuel du Brésil, c’est sous l’interprétation plus négative du mot-valise développé par Dunlap que nous abordons le cas de Lula.

Nous devons noter que la situation de Lula n’est certainement pas unique, et que les circonstances qui façonnent le paysage sociopolitique actuel qui l’encadre, ne sont pas exclusives au géant sud-américain. Des événements similaires se produisent dans les pays voisins, où une vague de restrictions de l’État de droit, de perte des droits civils et d’escalade de la violence d’État porte gravement

atteinte aux démocraties. La persécution politique devient courante en Amérique du Sud et est explicite dans des cas tels que ceux impliquant l'ancienne présidente de l'Argentine, Cristina Fernández de Kirchner (2007-2011/2011-2015) et l'ancien président de l'Équateur, Rafael Correa (2007-2009/2009-2013/2013-2017). Dans les deux cas, et comme dans celui de Lula, les campagnes médiatiques judiciaires contre les ex-présidents, à défaut de rassembler des preuves d'un quelconque méfait, ont consisté en des attaques personnelles qui, même sans fondement, ont cherché à jeter le discrédit sur leur personne.

Depuis l'ère des indépendances nationales au début du XIX^e siècle, les sociétés sud-américaines ont dû faire face à la condition récurrente de leur existence en tant que colonies indirectes et ont lutté pour gagner ou regagner leur souveraineté tout en faisant face à des défis constants. Après plus d'une décennie d'administrations progressistes dans la région – de 2003 à 2016 au Brésil – qui ont promu l'expansion de l'espace social et des droits, la réduction de la pauvreté et l'intégration régionale, ces territoires ont depuis connu un choc de plus en plus violent entre les paradigmes politiques. Ces paradigmes sont des versions reformulées de ceux qui se sont affrontés pendant la dernière période de dictatures civiles-militaires – 1964 à 1985 dans le cas du Brésil. À cette époque, des souverainetés nationales, des ressources économiques, des droits de l'homme et des milliers de vies ont été perdus aux mains de régimes autocratiques, de leurs associés et de leurs sympathisants – locaux et étrangers. C'est à cette époque que l'*Opération Condor* et sa guerre secrète ont jeté la plus sombre des ombres sur tout le continent.

Operação Condor (por) ou *Plan Cóndor* (spa) (1975-1989) était un programme organisé de répression politique et de terrorisme d'État mis en œuvre conjointement par les dictatures civiles et militaires de droite au pouvoir dans le Cône Sud de l'Amérique du Sud – Argentine, Brésil, Chili, Uruguay, Bolivie et Paraguay (rejoints plus tard par d'autres pays de la région). Le programme a été planifié, soutenu et coordonné par les États-Unis d'Amérique et a été conçu pour éliminer toute dissidence réelle ou potentielle par rapport aux politiques économiques néolibérales implémentées

par les gouvernements participants, qui visaient à inverser les réalisations de l'ère précédente, lorsque :³¹ Dans les années 1960 et 1970, des mouvements populistes, nationalistes et socialistes ont émergé dans toutes les nations d'Amérique latine stratifiées en classes, remettant en question les privilèges bien établis des oligarchies locales ainsi que les intérêts politiques et économiques des États-Unis (McSherry).³²

Il convient de noter que les termes *nationaliste* et *populiste* ont des connotations différentes selon le contexte. Sur la scène européenne, nous comprenons normalement le nationalisme comme étant principalement conservateur et basé sur une conception individualiste de l'existence qui tente de l'emporter sur les autres et cherche donc l'expansion territoriale. Dans ce contexte, le nationalisme est également souvent associé à l'autoritarisme. Dans le contexte sud-américain, nous ne constatons pas nécessairement ces connotations négatives et comprenons généralement le nationalisme comme faisant référence à la défense légitime des intérêts nationaux contre des puissances étrangères, historiquement plus grandes. Au cours des XX^e et XXI^e siècles, les mouvements nationalistes d'Amérique du Sud ont développé leurs traits distinctifs en réponse à une série d'événements et de conditions – l'histoire locale est aussi riche en réalisations impressionnantes et en actes criminels que dans n'importe quelle autre partie du monde. Ce développement a entraîné des relations complexes entre ce qui semble être des traits conservateurs tels qu'une éthique chrétienne marquée – c'est-à-dire conservatrice du point de vue de ceux qui ignorent le rôle de la théologie de la libération en Amérique latine – et ce qui est généralement perçu comme des caractéristiques progressistes tels qu'un intérêt constant pour l'expansion des droits civils et l'application de politiques économiques redistributives. Certains de ces mouvements, par exemple le *Partido Justicialista* – PJ (spa : *Parti Justicialiste*) en Argentine, ont fusionné des caractéristiques qui pourraient être considérées comme de gauche et d'autres qui pourraient être considérées comme de droite, transcendant ainsi cette dichotomie traditionnelle. Au début du XXI^e siècle, les factions progressistes au sein de ces mouvements populaires se sont imposées

sur les questions sociales, ce qui s'est traduit par la progression des politiques de genre ainsi que par la typification et la pénalisation de diverses formes de discrimination. Il faut également mentionner que dans ces mouvements, la rhétorique nationaliste est souvent accompagnée d'un esprit internationaliste. Quant à l'utilisation du terme *populisme*, alors qu'en Europe et en Amérique du Nord ce terme est compris comme une simple démagogie, en Amérique du Sud – où la grande majorité des résidents parlent des langues dérivées du latin – il partage ces connotations négatives mais reste également lié à sa racine latine *populus* (peuple), comme dans la représentation réelle de la volonté du peuple. Comme le souligne le philosophe, sociologue et politologue brésilien Emir Sader (affilié au *PT*) :

[E]n Amérique latine – mais aussi en Asie et en Afrique, dans les continents à la périphérie du capitalisme – le nationalisme a un caractère différent, car il a une tonalité anti-impérialiste. L'Europe, alliée des États-Unis, exprime un nationalisme qui n'est pas du tout anti-impérialiste. Nous nous opposons à la domination nord-américaine, c'est pourquoi nos nationalismes sont anti-impérialistes (Sader, 2021).³³

Nous devons ajouter aux remarques de Sader que l'Asie ne peut pas être considérée dans sa totalité comme fonctionnant économiquement à la périphérie du capitalisme, puisque, ces dernières années, l'épicentre de l'activité économique mondiale s'est déplacé de l'Atlantique Nord vers l'est de ladite région. Nous devons également mentionner qu'il y a toujours un certain danger à généraliser, et que nous ne pouvons pas considérer la similitude habituelle des agendas des États-Unis et de l'Europe comme étant monolithique. Cela dit, il est tout aussi dangereux de se lancer dans une lecture puriste de la réalité qui, en accordant une importance prédominante aux détails, aux technicités et aux discours subjectivistes, peut nous faire perdre de vue certains scénarios, nous empêchant ainsi d'être décisifs lorsqu'une action transformatrice est nécessaire.

Il existe de nombreux exemples de divergences dans les relations entre les États-Unis et l'Europe, notamment la guerre en Irak au

début des années 2000, dont de nombreux Européens ont mis en doute l'intégrité. La configuration même de cette alliance, de cette proximité ou de cette constellation d'intérêts est, comme tout le reste, susceptible de changer. À ce titre, le succès relatif de ce qui a été pendant des décennies un centre d'attention de la politique étrangère des États-Unis, à savoir entraver les relations entre l'Allemagne et la Russie – relations qui, ces dernières années, reposent en grande partie sur les questions énergétiques – pourrait poser de grands défis dans les années à venir. Du point de vue des États-Unis, une faille dans les relations germano-russes agit comme une frontière invisible entre l'Asie et la plus grande économie d'Europe (et le principal partenaire de la Russie sur ce continent) qui empêche les nations européennes de manœuvrer en dehors de la sphère d'influence des États-Unis et de l'OTAN. Il est important de garder à l'esprit qu'historiquement, l'Allemagne a été la frontière orientale de l'OTAN en Europe – avant l'expansion plus récente de l'OTAN plus à l'est. Pour les États-Unis, une Europe qui se rapproche de la Russie (donc de l'Asie) est, en tant que proche allié, une Europe qui s'éloigne des États-Unis. Au premier abord, on ne s'opposerait pas à une telle position puisqu'il est de la responsabilité des politiciens et des institutions gouvernementales de travailler dans le meilleur intérêt de leurs nations. Les processus de prise de décision se déroulent dans des conditions spécifiques et sont influencés par les intérêts et les perspectives qui résultent de ces conditions, et ne peuvent donc pas être impartiaux. Aucune prise de décision ne fonctionne dans le vide, ni au sein de la population, ni au sein des structures gouvernementales. Toutefois, des questions morales se posent lorsqu'une position privilégiée, qu'elle soit personnelle ou nationale, est obtenue par des moyens dépourvus à la fois de légalité et de légitimité. Nous pouvons choisir de traiter cette question en reconnaissant que nous sommes prêts à tout faire pour que nos intérêts prévalent, même si cela implique que d'autres perdent leurs droits – notion qui se démarquerait rarement par son originalité. Pourtant, si nous agissons ainsi, nous devons en assumer les conséquences. Nous ne pouvons pas prendre une telle décision pour nous victimiser ensuite parce que la violence que nous avons déchaînée revient nous hanter. Si, au contraire, nous essayons

de tirer les leçons des erreurs du passé et cherchons à atténuer les souffrances des générations futures, nous devons nous engager dans le multilatéralisme, tant dans les relations internationales que dans nos relations sociales plus immédiates.

L'usage de différents aspects du multilatéralisme, qu'il s'agisse de questions privées ou publiques, ne peut mettre fin à notre capacité inépuisable – et parfois constructive – d'agression, mais il peut affiner les moyens de canaliser cette agression. Lorsque nous utilisons nos ressources intellectuelles pour aborder nos différences à partir de points de vue multiples, nous réduisons les fronts potentiels de conflit qui apparaissent naturellement dans des situations que nous ne comprenons pas. Lorsque nous discutons de politique, nous devons considérer que nos expériences passées contribuent au développement d'une prédisposition historique envers les événements qui se déroulent autour de nous, et que cette prédisposition façonne la manière dont nous abordons des notions fondamentales de la vie politique. Ces différences de prédisposition historique entravent la compréhension que les étrangers ont des processus sociopolitiques en Amérique du Sud, tels que le travail de la génération de leaders progressistes du début du XXI^e siècle, leurs mouvements respectifs et leurs sympathisants. L'espace d'incompréhension qui résulte de ces différences, fondées sur le contexte, permet à une partie de l'establishment européen de dénigrer le récent phénomène socio-politique sud-américain, même si les politiques de ce dernier partagent une grande partie de la logique et de la méthode de mise en œuvre avec celles qui sont identitaires du socialisme démocratique européen. Cependant, il y a un aspect de la réalité socio-politique brésilienne qui se distingue, quelle que soit la perspective sous laquelle on l'observe : le système judiciaire de la nation est aujourd'hui extrêmement sensible à l'influence des forces qui sont occultées pour la plupart des Brésiliens.

La génération de dirigeants progressistes sud-américains du début du XXI^e siècle s'est développée à une époque où l'influence des États-Unis dans la région – qui a remplacé celle du Royaume-Uni au cours du siècle précédent et a rarement été remise en question avec succès – s'est heurtée à la progression d'autres nations. Dans les années précédentes, pendant la période où les

États-Unis étaient la puissance hégémonique (1991-c. 2001), la nation nord-américaine pouvait dicter ses conditions aux pays des Amériques et au-delà, et elle l'a certainement fait en s'appuyant sur le modèle néolibéral comme modèle économique. Pendant cette période, et avec le soutien explicite de la Maison Blanche, le modèle néolibéral a été défendu par plusieurs administrations en Amérique latine, où il a eu des effets désastreux. Soyons lucides sur le fait que le modèle économique néolibéral fonctionne dans un système financier mondial que les États-Unis utilisent pour punir les nations et les administrations qu'ils désapprouvent. Aucun habitant de l'Amérique latine n'est étranger à l'utilisation de la pression économique par les puissances métropolitaines comme type de guerre. Par conséquent, les nations latino-américaines – souvent qualifiées avec condescendance et ignorance de « sous-développées » ou « en développement » – comptent principalement sur l'argumentation, la diplomatie et une attitude plutôt stoïque dans les relations internationales pour défendre leurs intérêts contre les puissances métropolitaines. La série d'administrations progressistes qui ont vu le jour en Amérique du Sud au début du XXI^e siècle n'a pas voulu poursuivre les politiques néolibérales répandues qui avaient été mises en œuvre par les gouvernements précédents et a cherché à développer des alternatives à ces politiques. Les principaux acteurs de cette génération étaient Lula et Dilma Rousseff au Brésil, Néstor Kirchner et Cristina Fernández de Kirchner en Argentine, José « Pepe » Mujica en Uruguay, Michelle Bachelet au Chili, Fernando Lugo au Paraguay, Rafael Correa en Équateur et Hugo Chávez au Venezuela. Outre leurs points de vue différents sur l'économie, ces administrations sud-américaines ont contrarié les États-Unis sur de nombreuses autres questions concernant l'avenir des Amériques. L'une de ces questions était l'importance que ces administrations accordaient aux objectifs communs de réciprocité mutuelle et d'intégration régionale. L'importance de ces objectifs a été démontrée lorsque le Brésil et l'Argentine, les deux plus grandes économies du continent, se sont efforcés de réduire les tensions historiques et souvent délibérées entre eux – tensions qui avaient systématiquement entravé les alliances potentielles. Dans

ce contexte, les nations sud-américaines ont manifestement modifié leur rapport de force existant en renforçant les collaborations au-delà de celles qui caractérisaient les relations historiquement prédominantes avec les États-Unis et l'Europe, dans le but de développer des alliances qui suivent de multiples autres logiques, besoins et intérêts. Cette démarche n'a pas été entreprise parce que les politiques étrangères antérieures de longue date de (la plupart de) l'Amérique du Sud devaient être diabolisées ou brusquement interrompues, ou parce que leurs habitants étaient soudainement devenus anti-américains ou anti-européens, mais parce que ces politiques étrangères et l'influence de l'impérialisme devaient – et *pouvaient* désormais – être reformulées dans le meilleur intérêt des Sud-Américains.

Au début des années 2000, la croissance du Brésil, de la Russie, de l'Inde et surtout de la Chine (des nations dont les populations conjointes représentent près de la moitié de la population du monde entier) a inévitablement eu un impact sur le rôle des États-Unis en tant que puissance hégémonique et sur celui de l'Europe en tant que proche allié, et a commencé à façonner un monde multipolaire. Cette évolution mondiale a eu des effets sur l'Amérique du Sud, le plus important étant peut-être un changement structurel dans la rhétorique que de nombreux Sud-Américains avaient généralement utilisée pour parler de leur histoire récente et de leur place dans cette histoire. Cette rhétorique, qui s'articulait autour des concepts de *national* et de *populaire*, remettait en question le récit officiel de la nation qui avait exercé un pouvoir inégalé sur l'ensemble des Amériques pendant la majeure partie du XX^e siècle. Le discours officiel des États-Unis a, pendant plus de deux siècles, constamment considéré l'Amérique du Sud comme tangentielle à ses intérêts. Ce récit de longue date a permis à la nation du Nord de gagner une bataille sur le plan rhétorique en convainquant de nombreuses personnes de l'insignifiance géopolitique de l'Amérique du Sud, alors qu'en réalité, ce continent est extraordinairement riche d'un large éventail de ressources naturelles vitales. Pourtant, si nous analysons les actions au même titre que la rhétorique, nous pouvons conclure que l'importance stratégique que l'Amérique latine a historiquement eue pour les États-Unis est claire depuis la naissance même de ces

nations actuelles. Dès 1823, avant même que les anciennes possessions espagnoles d'Amérique du Sud n'aient finalisé leur processus d'indépendance, la Doctrine Monroe – pierre angulaire de la politique étrangère des États-Unis – interprétait l'intervention étrangère dans l'hémisphère occidental (à l'exception des colonies et dépendances existantes) comme un acte hostile contre les États-Unis en tant que nation. Au début du XXI^e siècle, les États-Unis étaient le plus grand consommateur de ressources naturelles nécessaires à la durabilité et à la prospérité des sociétés contemporaines. Cependant, l'augmentation de la demande de ces mêmes matériaux de la part de l'Inde et, surtout, de la Chine a accru la tension sur un continent que les États-Unis ont historiquement considéré comme existant sous leur propre *dominium*.

C'est dans un scénario international de diversification et de multipolarisation croissantes que de nombreux gouvernements d'Amérique du Sud ont poussé le programme ambitieux d'intégration régionale, en développant un processus formellement initié en 1985 par le Brésil et l'Argentine avec la restauration de la démocratie (en 1985 et 1983 respectivement). À plus court terme, ce plan visait à trouver des réponses collectives à une série de problèmes communs et urgents, tels que les énormes dettes nationales contractées précédemment par les juntes et les crises économiques qu'elles ont léguées à leurs sociétés respectives. Au-delà de cet objectif plus immédiat, le programme d'intégration régionale s'attaquait aux frictions et à la méfiance constantes que les nations sud-américaines avaient connues entre elles depuis leurs guerres d'indépendance, ce qui contribuait à leur tendance systématique à se tourner vers des alliances avec les États-Unis et l'Europe plutôt qu'avec leurs propres voisins immédiats. Le processus d'intégration, et le poids géopolitique gagné en conséquence, a permis aux nations sud-américaines de prendre des décisions telles que celles du *IV Cumbre de las Américas* (spa : 4^e Sommet des Amériques) en 2005. C'est à ce moment charnière que cinq administrations sud-américaines – dont celle du Brésil – ont freiné les plans des États-Unis pour le continent en votant contre la *Zone de libre-échange des Amériques* (ZLEA) qu'instiguait le gouvernement de George W. Bush (2001-2005/2005-2009). Les cinq votes négatifs exprimés lors de la

IV^e Cumbre de las Américas étaient le produit d'un programme coordonné qui, tout en reconnaissant des différences, se fondait sur les affinités idéologiques des dirigeants impliqués et des partis qu'ils représentaient.

Sous la direction de son ministre des Affaires étrangères, Celso Amorim, l'administration de Lula a mis fin à la relation privilégiée avec les États-Unis qui avait caractérisé la politique étrangère brésilienne depuis l'époque du ministre José Maria da Silva Paranhos Jr, baron de Rio Branco, dans les années 1900. Par l'intermédiaire du ministre Amorim, le Brésil a commencé à donner la priorité aux accords avec ses voisins immédiats tout en élargissant l'espace de coopération avec l'Afrique et l'Asie. Cette évolution a révélé un intérêt marqué pour les relations Sud-Sud dans la recherche de partenariats en dehors des relations avec les puissances établies dans la sphère internationale. En outre, la politique étrangère brésilienne a acquis durant ces années une nouvelle dimension, transcendant ce qui pourrait être considéré comme une simple politique commerciale en développant le rôle remarquablement actif de la nation dans les débats sur la gouvernance internationale et la médiation des conflits. À l'époque, Lula était reconnu pour avoir sorti de la pauvreté des millions de ses compatriotes. En revanche, le gouvernement de Bush serait connu pour avoir conduit son pays à la guerre pour de fausses raisons, et pour avoir alimenté la violence, la mort et la dévastation tant sur son territoire qu'à l'étranger.

Dans les premières années du XXI^e siècle, la génération des dirigeants politiques progressistes d'Amérique du Sud a compté sur un large soutien local. En raison de l'accent mis par ces administrations sur les droits de l'homme et de la femme, et puisque des milliers de crimes de dictatures civilo-militaires sont restés non résolus, un grand nombre de citoyens ont commencé à relire leur propre histoire en sympathisant avec ceux qui avaient, les années précédentes, combattu les juntes. Ce processus de révision historique a continué la concentration sur la *mémoire*, la *vérité* et la *justice* qui a caractérisé la restauration de la démocratie dans les années 1980, permettant aux Sud-Américains d'adopter une approche plus pointue lorsqu'ils abordent les événements de violence d'état organisée qui ont précédé

ce rétablissement. L'étape suivante a consisté à comprendre à quel point les prescriptions néolibérales du consensus de Washington, mises en œuvre par les juntes, avaient été dévastatrices pour les nations sud-américaines. Les citoyens ont pu examiner plus en profondeur le monde créé par l'iniquité de la mondialisation néolibérale et la logique du modèle néolibéral qui a été imposé par la force dans une grande partie de l'Amérique latine au cours des années 1970 et 1980. Ce modèle économique garantissait en effet la prédominance et la survie des acteurs économiques les plus forts tout en soumettant et en détruisant ceux qui occupaient des positions plus faibles, à une époque où les nations latino-américaines ne représentaient pas de concurrents valables pour les États-Unis. Contrairement à sa mise en place ouvertement violente dans les années 1970 et 1980, le néolibéralisme a atteint la prédominance dans la région au cours des années 1990 en attirant astucieusement les électeurs avec des notions de réussite matérielle développées autour d'un sentiment de soi subjectiviste, cynique, dépolitisé et donc aliéné. Cette notion d'isolement a été avancée par des interprétations plutôt superficielles qui ont émergé du *geist* postmoderne complexe marquant la fin du millénaire dans de nombreuses régions du monde. Pourtant, au début du XXI^e siècle, le modèle néolibéral a été compris de manière plus globale, car ses effets étaient visibles pour tous. Par conséquent, de nombreux Sud-Américains ont développé des opinions politiques qui interprétaient les événements actuels comme étant ancrés dans la confrontation des modèles politiques qui a eu lieu pendant l'*Opération Condor*, tout en se considérant comme des héritiers des militants de la cause nationale et populaire qui se sont opposés aux dictatures. C'est à ce moment-là que beaucoup d'entre nous, qui avions jusqu'alors pris nos distances par rapport à ces mouvements populaires et qui pouvions avoir des vues diamétralement opposées sur l'histoire et la politique, ont compris qu'ils avaient eu tort. Ces mouvements populaires ont aidé beaucoup d'entre nous à comprendre, en grande partie grâce à leurs efforts marqués en matière d'action culturelle, que nous avons toujours eu les mêmes espoirs pour nos sociétés, mais que nous avions, jusqu'alors, interprété différemment la réalité nationale et internationale.